



# LE FRANÇAIS À L'UNIVERSITÉ



AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE  
OPÉRATEUR DIRECT DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE  
DE LA FRANCOPHONIE

NOUVELLE SÉRIE  
7<sup>E</sup> ANNÉE, NUMÉRO 2  
2<sup>E</sup> TRIMESTRE 2002  
ÉQUATEUR  
90°  
75°  
60°  
45°  
30°  
15°  
0°  
15°  
30°  
45°  
60°  
75°



## ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE

### ÉDITORIAL



▼ Du 26 au 29 novembre 2002 se dérouleront à Abidjan (Côte d'Ivoire) les premiers États généraux de l'histoire de l'enseignement du français en Afrique noire dite francophone.

Si l'on veut bien se souvenir que Jean DARD fut le premier instituteur français affecté en Afrique (il débarqua à Gorée, au Sénégal, le 9 octobre 1816), on peut dire qu'il aura fallu attendre 186 ans pour que l'on se décide à porter cette question sur la place publique. Jean DARD fut le premier, mais il fut aussi le seul, à avoir eu le courage d'utiliser le wolof, une langue africaine, dans son enseignement, avant d'être renvoyé en France moins de quatre ans après son arrivée en terre africaine. Inventeur avant la lettre de la pédagogie convergente, il mérite aujourd'hui qu'on salue sa mémoire et surtout qu'on retienne les leçons de son expérience, celle d'une école « mutuelle » où chacun des partenaires apporte à l'autre ce qui lui manque dans les domaines linguistiques et culturels.

De la pédagogie mutualiste pratiquée à Saint-Louis du Sénégal entre 1816 et 1820, à la pédagogie convergente expérimentée aujourd'hui à Bamako, au Mali, l'Afrique aura connu toutes les vicissitudes didactiques, essuyé les plâtres de toutes les expérimentations pédagogiques (au Tchad, vingt méthodes de français expérimentées en quarante ans), souffert de toutes les idéologies : assimilationnisme, colonialisme, impérialisme, nationalisme, etc.

C'est sans doute d'abord pour cette raison, mais aussi pour beaucoup d'autres encore, que force a été de constater, plus de quarante ans après les indépendances politiques africaines, que les systèmes éducatifs d'Afrique noire francophone se trouvaient aujourd'hui coincés dans une impasse. Ils se sont englués dans des situations de blocage, certes toutes différentes, mais toutes caractérisées par les mêmes phénomènes inquiétants comme la pléthore des effectifs, la déperdition scolaire (au Cameroun un élève de CP sur 1000 s'inscrit à l'université), la déscolarisation et les échecs linguistiques et pédagogiques. Ces échecs sont partout dus, entre autres facteurs, à l'insuffisante formation des maîtres, à l'inadéquation des programmes et des méthodes d'enseignement et au manque cruel de moyens.

PIERRE DUMONT, UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY (MONTPELLIER 3)  
PRÉSIDENT DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

### SOMMAIRE

- ÉDITORIAL	
- Pierre Dumont	p. 1
- ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE	
- Pierre Dumont	p. 2
- APPEL À CONTRIBUTIONS	p. 3
- NOTE D'INFORMATION	
- Agence intergouvernementale de la Francophonie	p. 4
- PRINCIPES GÉNÉRAUX, STRATÉGIES, INTERROGATIONS ET ATTENTES	
- Urbain Amoah	p. 5
- RÉSEAUX DE CHERCHEURS EN LANGUE, RÉPERTOIRE DES MEMBRES	p. 7
- RÉSEAUX ÉTUDE DU FRANÇAIS EN FRANCOPHONIE ET LEXICOLOGIE, TERMINOLOGIE ET TRADUCTION:	
- NOUVEAUX COMITÉS DE RÉSEAUX	p. 7
- LIRE EN FRANÇAIS	p. 7
- AGENDA +	p. 8

# COUP D'ŒIL



► C'est devant cette situation globale véritablement chaotique que l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), en collaboration avec la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), a proposé d'organiser ce grand débat.

Ces États généraux ont été précédés par l'organisation d'assises nationales qui ont permis de faire le point sur les dysfonctionnements des systèmes éducatifs dans les seize États concernés par cette ambitieuse opération. Huit États d'Afrique centrale: le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Gabon, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Tchad et huit États d'Afrique de l'Ouest: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo se réuniront donc à Abidjan en novembre 2002.

Par ailleurs, des réunions régionales ont déjà eu lieu à Libreville (les 5, 6 et 7 février 2002) pour l'Afrique centrale et à Ouagadougou (les 19, 20 et 21 mars 2002) pour l'Afrique de l'Ouest. Ces deux rencontres, qui ont regroupé à chaque fois plus d'une quarantaine de représentants de tous les secteurs éducatifs dans les pays concernés, ont permis de dégager quelques grands thèmes de réflexion qui devraient susciter l'intérêt des participants attendus très nombreux à Abidjan.

Pierre DUMONT  
Université Paul Valéry (Montpellier 3)  
Président du Comité scientifique

## ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE



Les assises nationales comme les réunions régionales qui ont préparé les États généraux de l'enseignement du français en Afrique francophone ont mis en relief un certain nombre de problématiques qui se trouveront au centre des débats à Abidjan.

### LES RAPPORTS ENTRE LES LANGUES EN PRÉSENCE

Tous les intervenants présents à Libreville se sont accordés à souligner que l'introduction des langues nationales et/ou maternelles dans les cursus d'enseignement était susceptible d'induire une amélioration en français, non seulement au niveau de la maîtrise de la langue, mais aussi pour tout ce qui concerne les pratiques de classe. Cette question a été évoquée par tous les participants, selon des éclairages différents mais complémentaires, variant selon les situations sociolinguistiques: partenariat, coexistence, juxtaposition, objectifs à assigner à l'enseignement-apprentissage des langues maternelles, aspects cognitifs, etc. Il est apparu également la nécessité que chaque État demeure souverain sur ces questions qui se posent différemment selon les situations. Cette diversité ne doit néanmoins pas masquer que la question des langues nationales, qu'elles soient élevées au rang de véhicules d'enseignement ou qu'elles en demeurent au simple rang d'objets d'apprentissage (au cours des deux premières années de l'enseignement élémentaire par exemple), soulève partout les mêmes difficultés, se heurte partout aux mêmes obstacles. C'est, évidemment, d'abord en matière de coûts que se mesure la difficulté de toutes les situations: coûts épistémologiques, coûts structurels et simples coûts financiers.

### L'ABSENCE DE POLITIQUES LINGUISTIQUES, SCOLAIRES ET ÉDUCATIVES

La plupart des intervenants, à Libreville comme à Ouagadougou, ont beaucoup insisté sur l'absence, dans tous les États concernés, de politique clairement définie en matière d'aménagement linguistique. On en reste trop souvent, en Afrique, au domaine du non-dit et

l'un des objectifs assignés aux États généraux est donc de convaincre toutes les autorités éducatives africaines de définir explicitement des politiques nouvelles. Ce volet de l'action entreprise concerne, par exemple, des questions aussi importantes que la définition d'une pédagogie de la convergence, dont on ne voit pas toujours très bien en quoi elle consiste là où elle est pratiquée, ou, autre exemple maintes fois cité par les intervenants, la mise en place de départements de traduction dans toutes les universités africaines.

### LA NATURE DU FRANÇAIS À ENSEIGNER

Le français, la question a été souvent posée, est-il un simple instrument ou, déjà, un lieu de construction des identités, un outil au service du citoyen ou simplement à la disposition d'une élite dirigeante, héritière directe de l'ancien colon? un moyen de développement? Tous les intervenants présents aux réunions régionales préparatoires aux États généraux d'Abidjan se rejoignent pour souligner la nécessité de susciter une prise de conscience de la situation culturelle, didactique et politique du français.

LE FRANÇAIS À L'UNIVERSITÉ  
BULLETIN DES DÉPARTEMENTS  
DE FRANÇAIS DANS LE MONDE  
ISSN 1017-1150 (ÉDITION PAPIER)  
ISSN 1560-5957 (ÉDITION ÉLECTRONIQUE)



DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :  
MICHÈLE GENDREAU-MASSALOUX  
RÉDACTION : PIERRE MOREL  
CONCEPTION ET RÉALISATION : WWW.BERTUCH.QC.CA  
LA RÉDACTION REMERCIE,  
POUR LEUR CONTRIBUTION À CE NUMÉRO :  
JEANNETTE BINGAPITI, MARC CHEYMOL,  
JOCELYN GAGNON ET ISABELLE PEYRICHOUX

AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE  
OPÉRATEUR DIRECT DE L'ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE  
B.P. 400, SUCC. CÔTE DES NEIGES,  
MONTRÉAL (QUÉBEC), H3S 2S7, CANADA  
TÉLÉPHONE : (514) 343.6630  
TÉLÉCOPIEUR : (514) 343.2107  
COURRIEL : framonde@auf.org  
www.auf.org/programmes/  
programme1/bulletin  
REPRODUCTION ENTIÈRE OU PARTIELLE AUTORISÉE  
AVEC MENTION DE NOTRE TITRE ET DE L'URL DE NOTRE SITE.



# COUP D'ŒIL (SUITE)

► Tous ces éléments sont à l'origine de la singulière complexification de la mission dévolue aux pédagogues africains. Il existe en effet une distorsion de plus en plus grande entre le français de l'école, ou plus exactement la représentation que s'en font les enseignants et ceux qui sont chargés aujourd'hui de les former, et le français tel qu'il est pratiqué par les apprenants (comme par les enseignants eux-mêmes). Mais cette distorsion ne se limite pas au domaine linguistique. Elle déborde en effet largement sur le culturel, le social et le langagier dans la mesure où la langue française appartient désormais à l'environnement social « naturel » de l'apprenant africain.

Que faut-il entendre par *appropriation du français* de la part des locuteurs africains ? C'est de cette définition que devrait naître, au moins partiellement, une nouvelle didactique du français langue seconde, autre objectif encore inavoué mais de plus en plus évident de ces États généraux.

L'intégration au français d'emprunts et de néologismes dus aux locuteurs africains constitue, certes, une première phase non négligeable dans l'approche du concept d'intégration linguistique. Mais le phénomène de l'appropriation ne peut se réduire à cette seule intégration linguistique, même si l'on pressent déjà les problèmes soulevés par sa seule manifestation en discours, à l'oral comme à l'écrit. En effet, la présence, en français d'Afrique, de termes inconnus du français central (emprunts ou néologismes) n'est sans doute pas à mettre au compte de la seule innovation référentielle. Elle est également due, par-delà ces usances de

mieux en mieux décrites par des observateurs de plus en plus avisés et expérimentés, à un usage social différent. Reconnaître ce fait, c'est accepter l'idée d'une francophonie plurielle, éclatée, reflétant des réalités sociales différentes. L'appropriation du français ne se mesure donc pas seulement à l'aune des marques d'intégration linguistique, mais à celle de l'acceptabilité sociale de ces créations dont force est de constater qu'elles sont en train de changer la langue française de l'intérieur. Les sens nouveaux ainsi répertoriés surgissent du contexte social et non plus spécifiquement écologique, spécifiquement africain. Les accepter participe donc de la nécessité d'adapter les systèmes éducatifs aux évolutions en cours, non seulement dans le fonctionnement de la langue française en Afrique, mais aussi dans celui des sociétés au sein desquelles elle est utilisée.

## LES PERSPECTIVES D'UNE REFORTE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

La question de la place de l'éducation traditionnelle dans la formation des jeunes générations africaines d'aujourd'hui comme l'émergence d'une norme endogène fondée sur une conception élargie de l'acceptabilité sociale ont déjà conduit de nombreux intervenants présents à Libreville comme à Ouagadougou à s'interroger sur l'urgence non pas d'une énième rénovation, mais sur celle d'une véritable REFONDATION des systèmes éducatifs dans tous les domaines. Tel est, en définitive, le seul objectif à retenir des États généraux de novembre 2002. Il apparaît de plus en plus, au fur et à mesure de l'avancée des réflexions conduites au cours des diverses réunions, en

particulier du Comité scientifique des États généraux, que les problèmes qui se posent au sein des systèmes éducatifs ne sont pas exclusivement d'ordre technique, linguistique ou didactique. La présence conflictuelle de plusieurs langues sur un même terrain, l'émergence également conflictuelle d'une norme endogène pour le français et l'absence de références aux formations traditionnelles, sociétales et familiales posent en réalité la question de la mise en place d'une didactique interculturelle en Afrique. Celle-ci ne peut se définir ni en termes de conflit, ni en termes de symbiose, alternative qui risquerait d'isoler, voire de condamner certaines pratiques culturelles qui pourraient rapidement être jugées périphériques, secondaires et, par conséquent, vouées à la disparition pure et simple. Reconnaître la diversité, tout en s'ancrant dans une politique de progrès, voilà le défi que doivent relever les systèmes éducatifs africains. Cette diversité ne doit pas donner lieu à une hétérogénéité linguistique voire politique (au sens où l'on parle de « politique scolaire et éducative »), mais à la mise en place de pratiques pédagogiques très pragmatiques, rendant au sujet sa pleine autonomie, au sein de cultures plurielles mais complémentaires. Il s'agit là, tout simplement, d'inventer une nouvelle didactique où chacun aura enfin sa chance de se réaliser au sein de son école, en se dégageant du carcan des structures plaquées qui ne lui conviennent pas.

Pierre DUMONT  
Université Paul Valéry (Montpellier 3)  
Président du Comité scientifique

## ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE



26-29 NOVEMBRE 2002  
Abidjan / CÔTE D'IVOIRE

### DERNIER APPEL - DERNIER APPEL

« APPRENDRE, ENSEIGNER LE FRANÇAIS  
ENSEIGNER, APPRENDRE EN FRANÇAIS DANS UN CONTEXTE MULTILINGUE »

Les États généraux de l'enseignement du français en Afrique francophone s'adressent principalement aux pays d'Afrique centrale et de l'ouest dans lesquels le français est langue officielle et langue d'enseignement à tous les niveaux (éducation de base, enseignement secondaire, enseignement professionnel, enseignement supérieur).

Ils sont organisés à l'initiative de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), de l'Association des professeurs de français d'Afrique et de l'Océan Indien (APFA-OI), de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF) et de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) avec le soutien de nombreux partenaires et ont pour objectif de dresser un constat, de susciter des échanges entre tous les acteurs, de proposer des innovations et d'élaborer des lignes d'action.

Les États généraux auront été préparés par des rencontres nationales et régionales.

### APPEL À CONTRIBUTIONS

Les États généraux de l'enseignement du français en Afrique francophone seront un lieu d'échanges, de débats et de rencontres devant aboutir à une réappropriation de l'enseignement du français par tous ses acteurs.

Conscients de la gravité des problèmes traversés par cet enseignement, les organisateurs de ces « États généraux » souhaitent une consultation à tous les niveaux, d'où émergeront des propositions dans les domaines suivants :

- les objectifs et les besoins ;
- les cursus, les programmes et les horaires ;

- les principes méthodologiques, les pratiques et expériences pédagogiques ;
- les normes : quel français enseigner ?
- l'évaluation et la certification ;
- la formation des enseignants (et autres acteurs des systèmes éducatifs) ;
- la recherche ;
- le dialogue des langues et des cultures.

De ces « États généraux » et de la participation de tous (instituteurs, professeurs, inspecteurs, théoriciens, décideurs, professionnels de la communication, représentants de la société civile, parents d'élèves et monde associatif) devraient naître des innovations visant à permettre une amélioration qualitative des enseignements du français au sein des systèmes éducatifs.

Les organisateurs des « États généraux » souhaitent recevoir votre contribution aux débats (5 à 10 pages ; date limite : 15 juin 2002). C'est en fonction du contenu de vos réponses que sera définitivement adopté le programme de cette manifestation importante pour l'avenir de l'enseignement du français en Afrique francophone.

Vos propositions de communications sont à adresser à l'adresse suivante :  
**Comité scientifique des États généraux de l'enseignement du français en Afrique abs. Fédération internationale des professeurs de français**

1, av. Léon Journault - 92311 Sèvres Cedex  
Tél. (33) (0) 1 46 26 53 16 / 1 45 07 60 00 - Fax : (33) (0) 1 46 26 81 69  
Courriel : etatsgeneraux.afrique@aif-francophonie.org

Pour toutes les questions d'organisation et informations complémentaires :

**États généraux de l'enseignement du français en Afrique  
Fédération internationale des professeurs de français**

1, av. Léon Journault - 92311 Sèvres Cedex  
Tél. (33) (0) 1 46 26 53 16 / 1 45 07 60 00 - Fax : (33) (0) 1 46 26 81 69  
Courriel : etatsgeneraux@francparler.org  
Site internet : <http://www.fipf.com> et <http://www.francparler.org>

# COUP D'ŒIL

## NOTE D'INFORMATION ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN AFRIQUE FRANCOPHONE



AGENCE intergouvernementale  
de la francophonie

Direction de l'éducation et de la formation  
technique et professionnelle

### UNE CONVERGENCE D'INITIATIVES, UN PROJET FÉDÉRATEUR POUR LA FRANCOPHONIE

L'idée d'organiser les « États généraux de l'enseignement du français en Afrique francophone » est née d'une convergence d'analyses dans le cadre des demandes et besoins exprimés par les pays concernés, de la préparation et de la mise en œuvre de la programmation du biennium 2002-2003 de la Francophonie et du suivi du X<sup>e</sup> Congrès de la FIPF tenu en juillet 2000 à Paris. Ce projet fédérateur est aussi né d'un postulat et de deux constats majeurs.

Le postulat est que la maîtrise de la langue d'enseignement influence grandement, si elle ne la détermine pas, la qualité des apprentissages de toutes les disciplines, en particulier des matières scientifiques.

Les deux constats sont les suivants :

- la situation générale du français et plus particulièrement de l'enseignement du français se dégrade de plus en plus dans les pays qui ont fait le choix du français comme langue officielle et langue d'enseignement. Des besoins réels, importants et de plus en plus pressants existent ; ils requièrent des interventions urgentes ;
- les six pays les moins scolarisés au monde sont francophones. Le français y cohabite avec des langues partenaires et certains observateurs et ana-

lystes font un lien de cause à effet entre le choix de la langue d'enseignement, la qualité des apprentissages et l'efficacité interne des systèmes éducatifs.

*L'enseignement du français est par conséquent une problématique majeure en Francophonie. Resituer cette problématique dans son contexte constitue donc pour la Francophonie une priorité de premier ordre.*

Les « États généraux de l'enseignement du français » ont pour objectif de dresser un constat dans les pays concernés, de susciter des échanges entre tous les acteurs, de proposer des innovations et d'élaborer des lignes d'action et des stratégies d'intervention.

Compte tenu de ce qui précède et en rapport avec les deux constats majeurs, le thème envisagé est « enseigner, apprendre le français / apprendre, enseigner en français, en contexte multilingue »

### LA PRÉPARATION DES « ÉTATS GÉNÉRAUX » : RÉUNIONS NATIONALES ET RÉUNIONS RÉGIONALES

1) Les États généraux ont été préparés par des rencontres nationales et régionales. Les réunions nationales ont été organisées par la FIPF avec le soutien de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, en collaboration avec les associations nationales des professeurs de français et l'Association des professeurs de français pour l'Afrique et l'Océan Indien, dans 16 pays d'Afrique centrale et de l'ouest. Les objectifs de ces réunions visaient notamment à établir l'état des lieux sur l'enseignement du français dans chaque pays concerné en privilégiant la réflexion des acteurs et des utilisateurs, à recueillir les besoins et les priorités et définir des stratégies adaptées aux différents contextes.

2) Deux rencontres régionales de concertation organisées par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie en partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie et la FIPF ont été orga-

nisées à l'intention de 16 pays d'Afrique francophone (Afrique centrale : Burundi, Cameroun, Congo, République démocratique du Congo, République centrafricaine, Gabon, Rwanda, Tchad/ Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

- la première à l'intention des pays d'Afrique centrale s'est déroulée à Libreville, au Gabon, du 5 au 7 février 2002 ;
- la seconde qui concerne l'Afrique de l'Ouest s'est tenue du 19 au 21 mars 2002 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Ces réunions de réflexion et de concertation ont permis de porter des regards croisés sur l'apprentissage et l'enseignement du français : entre les pays, entre les trois niveaux de l'enseignement et entre les principaux acteurs : responsables au sein des Ministères de l'éducation, responsables de la formation des enseignants, universités et associations d'enseignants de français.

Les questions liées à l'enseignement du français dans le domaine des politiques linguistiques, des contenus des enseignements, des méthodologies et de la formation des enseignants ont ainsi été débattues reprenant ainsi les grandes thématiques qui seront abordées par les États généraux. Les réunions régionales se sont déroulées principalement sous la forme d'ateliers thématiques et ont débouché sur des propositions concrètes en rapport avec chacune de ces thématiques. *Les réunions régionales ont eu aussi pour objectif de mobiliser les représentants des Ministères de l'éducation en charge de l'enseignement du français à la préparation des États généraux. Les rapports généraux de ces réunions seront présentés aux États généraux.*

### LES ÉTATS GÉNÉRAUX

*Ils se dérouleront du 26 au 29 novembre 2002 à Abidjan. Ils devraient réunir 700 participants environ. Ils ont pour objectif de dresser un constat précis de la situation de l'apprentissage et de l'enseignement du français, de susciter des échan-*



## COUP D'ŒIL (SUITE)

► *ges entre tous les acteurs concernés, de proposer des innovations et d'élaborer des lignes d'action visant à permettre une amélioration qualitative de l'apprentissage et de l'enseignement du français au sein des systèmes éducatifs. Ouverts à la participation de tous (instituteurs, professeurs, inspecteurs, théoriciens, décideurs, monde associatif, professionnels de la communication et de l'édition, représentants de la société civile, élèves et parents d'élèves), ces États généraux devraient constituer un lieu d'échanges, de débats et de rencontres pour une nouvelle appropriation de l'apprentissage et de l'enseignement du français.*

La présence et la participation des Ministres de l'éducation est vivement souhaitée.

Différents comités les organisent :

- Le comité de parrainage, sous la responsabilité de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie, réunit les représentants des 16 pays d'Afrique ainsi que l'ensemble des organisations et institutions partenaires ;
- Le comité scientifique, sous la responsabilité de l'Agence universitaire de la Francophonie, réunit des personnalités reconnues dans le domaine de l'enseignement et l'apprentissage du français en Afrique francophone. Il comprend un ou deux représentants de chacun des pays concernés ;
- Le comité national d'organisation est sous la responsabilité des autorités ivoiriennes et de la FIPF. Monsieur Urbain Amoa, Vice-Président de la FIPF, est responsable du comité national d'organisation en Côte d'Ivoire.

## PRINCIPES GÉNÉRAUX, STRATÉGIES, INTERROGATIONS ET ATTENTES



▼ Une certaine classification relative à l'enseignement du français indique que le français est dit langue seconde dans les pays où il est à la fois langue officielle et langue d'enseignement; qu'il est appelé langue étrangère dans les pays non francophones et langue maternelle dans les espaces où il est toujours la première langue acquise et pratiquée. Depuis seulement quelques années, il est descendu de son piédestal (langue du colonisateur face à l'indigène) pour communier avec d'autres langues sur lesquelles il n'aura que trop trôné et dont il (le français) est devenu une langue partenaire. Faut-il comprendre par cette évolution positive qu'enfin il n'est plus de langues indigènes et que toutes les langues se valent et qu'elles peuvent, comme des êtres vivants, grandir, et s'enrichir mutuellement? Ne faut-il pas comprendre que ce projet de partenariat commande que les langues africaines s'affirment et s'enrichissent dans les esprits des élèves et de tout apprenant de l'espace francophone, en même temps (concomitamment) et de la même façon peut-être

(méthodes et méthodologies) avec ou non les mêmes outils (outils pédagogiques et outils didactiques) que le français? Faut-il croire que dans ce projet de partenariat, donc de respect mutuel, la langue française suffit pour assurer efficacement la promotion sociale de tous les francophones et contribuer par exemple à lutter définitivement contre la désertification des Afriques (y compris la sécheresse intellectuelle) voire la pauvreté et la condamnation à mort des pays encore en voie, hélas!, de sous-développement que sont les pays « de » ou « à » langue partenaire? Pourquoi n'écrirait-on donc pas sur les pages linguistiques de ce nouveau siècle, comme ce fut le cas au temps de du Bellay et de la Pléiade, une « Nouvelle illustration de la langue française par les langues africaines »? Que d'interrogations! Retenons-en douze autres qui fondent le projet de l'organisation des États généraux, qui peuvent en suggérer d'autres encore, et qui justifient nos attentes que sont, entre autres, la production d'un référentiel de l'enseignement du français dans

l'espace francophone, d'un guide et/ou d'une charte de l'enseignement du/en français dans un contexte multilingue, d'une fiche-projet relative à la re-définition des profils de sortie des élèves et étudiants à la fin de chaque cycle, et d'un catalogue des approches méthodologiques qui prennent en compte les différentes situations socio-culturelles, qu'il s'agisse de l'enseignement général primaire, secondaire et supérieur, ou de l'enseignement technique et professionnel.

### L'OBJET: ÉTATS GÉNÉRAUX

Il appelle bien l'expression d'une volonté collective: celle d'œuvrer par l'entrée « enseigner le/en français » à « révolutionner », voire « décoloniser », les systèmes éducatifs africains de l'espace francophone.

### LE THÈME

Les organisateurs, en choisissant le thème *Enseigner, apprendre le français / Apprendre, enseigner en français dans un contexte multilingue* étaient animés au moins par trois soucis majeurs: ►

## COUP D'ŒIL (SUITE)

- ▶ le premier touche à la nécessaire adéquation à rechercher entre les méthodes d'enseignement et les stratégies d'apprentissage, entre les outils pédagogiques et les supports didactiques ;
- le second désigne comme espace de prédilection cette partie de l'Afrique où le français est à la fois langue officielle et langue d'enseignement (le/en français) ;
- le troisième tient au cadre, c'est-à-dire l'environnement de dialogue des langues, des cultures et civilisations africaines qu'il ne faut en aucun cas perdre de vue parce que cadre dans lequel se pratique cet enseignement.

### LA QUESTION LINGUISTIQUE

Qu'est-ce donc que le français langue partenaire ? Quel en est le statut et quels en sont les différents niveaux susceptibles de favoriser une pratique correcte du français et des langues africaines sans développer un impérialisme linguistique endogène ?

### LA FORMATION DES FORMATEURS

Où forme-t-on les enseignants (environnement) et quels sont la durée et le contenu des formations tant en formation initiale qu'en formation continue ? Quelle est, en formation initiale, la place de l'évaluation, celle de la docimologie, celle de l'art d'enseigner et celle des règles qui régissent la fonction enseignante (la déontologie) ?

### LES PRATIQUES PÉDAGOGIQUES

S'agit-il de stratégies inspirées des pratiques pédagogiques africaines ou plutôt de pratiques pédagogiques universelles insuffisamment assimilées en formation initiale ?

### LE CONTENU DES ENSEIGNEMENTS

Quelle progression faut-il, en fonction des horaires, adopter par cycle et par niveau pour permettre à l'élève d'acquérir une culture francophone minimale ? Ne faut-il pas, dans les universités et grandes écoles de tout l'espace francophone, préférer la formulation « Cours de littératures francophones » à une autre du genre « Cours de littérature africaine / Cours de littérature française » ? Quelle est la place des langues africaines dans nos systèmes éducatifs ? Comment et à partir de quel niveau d'études faut-il les introduire dans les programmes ? Faut-il imaginer que le fait d'introduire nos langues à l'école corrigera automatiquement les difficultés auxquelles sont confrontés les systèmes éducatifs en Afrique eux-mêmes en quête d'un modèle social ?

### LES MANUELS SCOLAIRES ET LES ŒUVRES LITTÉRAIRES

Quels types de manuels ou de textes faut-il exploiter pour permettre à l'élève de s'imprégner de sa culture et de la culture de l'Autre dans l'espace francophone ?

### LES SUPPORTS DIDACTIQUES ET PÉDAGOGIQUES

Comment favoriser ou faciliter l'accès aux NTIC et à la radio pédagogique dans un contexte de délabrement ? Les supports didactiques en vigueur dans l'enseignement du français et des langues africaines sont-ils à la fois suffisants et performants ? Quels types de concours et d'activités socioculturelles peuvent concourir à assurer le prolongement de l'apprentissage ?

### L'ENSEIGNEMENT EN FRANÇAIS/ L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

Comment enseigner les autres disciplines en français ? Comment renforcer et mieux organiser les cours de techniques d'expression écrite et orale dans les grandes écoles et dans toutes les facultés ?

### LES ÉVALUATIONS ET LES CERTIFICATIONS

Qu'est-ce donc qu'être titulaire d'un diplôme, passeport pour la mobilité dans l'espace francophone ? Quelles dispositions faut-il prendre pour rendre davantage crédibles les diplômes et certificats dans l'espace francophone ?

### LA VIE ASSOCIATIVE ET L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

Comment procéder pour que dans le cadre de l'animation des activités socioculturelles les associations contribuent efficacement à la formation du maître, aussi bien dans les associations membres de la FIPF que dans les clubs de journalistes, les syndicats d'enseignants, les associations de chefs d'établissement et de parents d'élèves ?

### LE FRANÇAIS, LANGUE INTERNATIONALE ET LANGUE DES PROFESSIONS

Quelles dispositions faut-il prendre pour que le français soit, même dans les organisations internationales, une langue de promotion sociale pour les intellectuels francophones trop souvent contraints de troquer une langue contre une autre par souci de promotion sociale ? Ne faut-il pas, dès l'école primaire, concevoir un programme qui privilégie l'enseignement du français et des langues africaines, et qui prenne en compte l'enseignement de l'anglais ?

Ne saurait être omis l'enseignement supérieur, ce trait d'union, confronté lui aussi à plusieurs préoccupations dont deux qui nous paraissent essentielles :

celle d'un niveau de maîtrise minimum en français et qui permette d'accéder à d'autres spécialités ; celle qui réside dans la confusion que font les enseignants eux-mêmes, et qui consiste à croire qu'il y a adéquation entre leur niveau académique et leurs compétences pédagogiques, posant ainsi la question essentielle de la pédagogie universitaire, un autre savoir (savoir-faire) à acquérir par apprentissage en vue de la transmission de toute science.

Vaste est le champ d'investigation qui justifie cette volonté de mobilisation qui culminera avec les États généraux de l'enseignement du français en Afrique francophone.

Pour arriver à nos fins, peut-être serait-il bon que nous nous inspirions de la vision positive (face diurne) de la sagesse du caméléon ainsi que le rappelle Amadou Hampaté Bâ :

- que nos yeux tournent sans que bouge notre tête de façon que nous puissions atteindre nos objectifs dans un environnement extrêmement politique et où nombreuses sont les intrigues ;
- qu'avant de poser chaque pas nous tâtions le sol sur lequel nous voulons poser nos pieds pour savoir s'il est suffisamment ferme et dur pour porter notre poids ;
- que, pour échapper aux pièges de toutes sortes, nous sachions nous munir d'une grande puissance d'adaptation pour tenir compte de l'intelligence du contexte, même si cette disposition doit nous conduire, de façon ponctuelle, à nous vêtir des couleurs de l'environnement dans lequel nous nous trouvons ;
- qu'à tout moment nous sachions aller à l'essentiel et que nous sachions, comme le ferait le caméléon de sa queue, nous y accrocher.

Urbain AMOBA

Vice-Président de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)  
Responsable du comité national d'organisation en Côte d'Ivoire

▼ **Du nouveau pour les chercheurs en langue française**

Les chercheurs francophones dans le domaine de la langue ont été rassemblés dans une base de données unique sur le site de l'Agence universitaire de la Francophonie. Ce répertoire concerne les réseaux

- Étude du français en francophonie
- Lexicologie, terminologie et traduction
- Observation du français et des langues nationales
- Sociolinguistique et dynamique des langues.

**Accéder aux informations des chercheurs**

Le répertoire permet d'accéder rapidement aux informations professionnelles de tous les chercheurs appartenant à ces réseaux : fonction, établissement de rattachement, coordonnées professionnelles, réseau(x) d'appartenance, langues pratiquées, de traduction et de recherche.

Un formulaire de recherche (rubrique « Rechercher ») permet d'interroger le répertoire selon différents critères : nom, prénom, établissement, ville, pays, réseau(x), langue(s) notamment.

**Proposer son inscription en ligne**

Il permet en outre aux chercheurs qui souhaitent s'associer à un réseau de proposer leur enregistrement en ligne (rubrique « Vous inscrire ») et aux chercheurs déjà inscrits de mettre à jour leurs informations grâce à un mot de passe (rubrique « Modifier vos informations »). Les comités de réseaux sont automatiquement informés de ces demandes et de ces modifications par courriel. Ils disposent d'une interface conviviale pour gérer les requêtes et informer les candidats de la suite donnée à leur demande.

**Une aide en ligne**

Une aide en ligne détaillée permet de guider les utilisateurs dans leur recherche, demande d'inscription ou mise à jour d'information.

**Que vous soyez membre d'un réseau ou que vous soyez désireux de vous rapprocher de l'un d'eux, ne manquez pas de rendre visite à cette nouvelle page !**  
[www.auf.org/programmes/programme1/chercheurs/](http://www.auf.org/programmes/programme1/chercheurs/)

Le comité du réseau **Étude du français en francophonie** a été renouvelé le 12 février 2002. Il est constitué de :

- Claudine Bavoux, Université de la Réunion, Saint-Denis (Réunion)
  - Fouzia Benzakour, Université Mohammed V, Rabat (Maroc)
  - Michel Francard, Université catholique de Louvain (Belgique)
  - Jérémie Kouadio N'Guessan, Université de Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)
  - Claude Poirier, Université Laval, Québec (Canada-Québec)
  - Ambroise Queffélec, Université de Provence, Aix-en-Provence (France)
  - Albert Valdman, Indiana University, Bloomington (États-Unis).
- Le réseau est coordonné par Michel Francard.

<http://www.auf.org/programmes/programme1/eff/>  
Pour écrire au comité : [eff@refer.org](mailto:eff@refer.org)

Le comité du réseau **Lexicologie, terminologie et traduction** a été renouvelé le 22 mars 2002. Il est constitué de :

- Daniel Blampain, ISTI, Bruxelles (Belgique)
  - Alzouma Oumarou Issoufi, Université Abdou Moumouni, Niamey (Niger)
  - Benoît Leblanc, Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières (Canada-Québec)
  - Salah Mejri, Université de la Manouba, Tunis (Tunisie)
  - Maria Teresa Rijo Da Fonseca Lino, Universidade Nova de Lisboa, Lisbonne (Portugal)
  - Philippe Thoiron, Université de Lyon 2, Lyon (France).
- Membre honoraire associé : André Clas, Université de Montréal, Montréal (Canada-Québec).  
Le réseau est coordonné par Philippe Thoiron.

<http://www.auf.org/programmes/programme1/ltt/>  
Pour écrire au comité : [ltt@refer.org](mailto:ltt@refer.org)

Ces deux réseaux ont diffusé un nouvel appel à contribution pour des actions de recherche en réseau mi-avril. Les appels sont disponibles à l'adresse :  
<http://www.auf.org/appelsdoffres/offreprogramme/>

LIRE EN  
FRANÇAIS



**Francophonie et Dialogue des cultures dans le monde arabe**

Actes du Colloque organisé par l'Université libanaise – Faculté des Lettres et Sciences Humaines III (Tripoli) les 29, 30 et 31 mars 2001, 355 pages  
Contact : Département des Publications de l'Université libanaise, place du Musée – Beyrouth, Liban  
La diversité des cultures et des identités apparaît rarement comme un phénomène allant de soi. Elle est vécue comme une sorte de scandale.

Les contributions de chercheurs, spécialistes et écrivains venus témoigner de leurs expériences apportent des éléments nouveaux à un dialogue construit sur une meilleure connaissance des réalités culturelles et de la communication interculturelle.



**La langue française vue d'ailleurs**

Patrice Martin et Christophe Drevet, 329 pages  
Contact : Livre Service, 46 av. Allal Ben Abdellah – Rabat, Maroc  
Cent écrivains du monde entier, dont le point commun est une langue en partage, témoignent du rapport qu'ils entretiennent avec la langue française, dans leur vie et dans leur activité littéraire. Leur rencontre avec cette langue a des raisons diverses et complexes : héritage colonial ou chemin de l'exil, accomplissement d'un désir de culture française ou d'une plus grande liberté d'expression, quête d'un marché plus vaste, ou même parfois simple hasard. Les textes ici restitués sont la transcription d'un dialogue des cultures, témoin d'un enrichissement réciproque de ces individus venus de tous les continents, et de cette langue, qui leur offre une forme et reçoit en retour des trésors culturels.



**L'interculturel dans l'espace francophone**

Pierre Dumont, 214 pages  
Contact : L'Harmattan, Édition-Diffusion, 5-7 rue de l'École-Polytechnique – 75005 Paris, France / 55 rue Saint-Jacques – Montréal (Québec) Canada H2Y 1K9  
Au moment où la notion d'espace francophone tend de plus en plus à se substituer à celle de francophonie trahie par ses vieux relents colonialistes, sinon par l'arrogance de ceux qui continuent de vouloir l'ériger en dogme culturel universel,

Pierre Dumont examine ici les nouveaux enjeux d'une situation en pleine mutation.

À travers ses expériences africaines, maghrébines, turques et antillaises, mais aussi sans perdre de vue la réalité franco-française, l'auteur se pose et nous pose la vraie question du troisième millénaire : le dialogue des cultures est-il un dialogue de sourds ?



**Le français de référence – Constructions et appropriations d'un concept**

Actes du Colloque de Louvain-la-Neuve, 3-5 novembre 1999  
Michel Francard, Geneviève Geron & Régine Wilmet  
Cahiers de l'Institut de Linguistique de Louvain, Volume I, 490 pages – Volume II, 240 pages  
Contact : Centre de recherche VALIBEL – Département d'études romanes de l'UCL Collège Érasme – Place B. Pascal 1 B-1348 Louvain-la-Neuve, [francard@rom.ucl.ac.be](mailto:francard@rom.ucl.ac.be)

Le français « de référence » – sous cette dénomination relativement récente ou sous d'autres plus anciennes (français standard, français normé, etc.) – est depuis longtemps au cœur des recherches tant des linguistes que d'autres spécialistes en matière d'enseignement et de diffusion du français.

Les trente-trois contributions retenues pour les actes de ce colloque soulignent les mutations qu'a connues ce concept dans les différents domaines de la linguistique française, ainsi que les conséquences qui s'en dégagent dans les pratiques actuelles des linguistes, des didacticiens et des spécialistes de l'aménagement linguistique.



**La nouvelle guerre contre l'intelligence, Tome I – Les mythologies artificielles**

Charles-Xavier Durand, 319 pages  
Contact : François-Xavier de Guibert (O.E.I.L.), 3 rue Jean-François-Gerbillon – 75006 Paris, France  
L'ère de la communication ? – le mensonge économique – la grande illusion – le mirage européen – la mise en scène scientifique – l'escroquerie informatique.

À côté des champs proprement culturels, politiques et sociaux, l'auteur apporte une lumière crue sur les manipulations dont font l'objet le domaine scientifique et la représentation des techniques modernes, lesquelles, à notre époque, contribuent largement à une désinformation au service de ceux qui mènent contre nous la « guerre contre l'intelligence ».



**Méthodologie des langues en milieu multilingue – La pédagogie convergente à l'école fondamentale**

M. Wambach, 205 pages  
Contact : Agence intergouvernementale de la Francophonie 13 Quai André Citroën – 75015 Paris, France  
Cet ouvrage expose la synthèse théorique d'un exemple de pédagogie convergente telle qu'elle a été élaborée lors de différentes recherches-actions menées depuis 1962 en Europe et depuis 1980 en Afrique.

Les propos développés devraient permettre une meilleure compréhension de la pédagogie convergente et encourageront les décideurs, les pédagogues et les chercheurs à déscolariser les apprentissages en ouvrant l'école à la vie et en favorisant ainsi ces mêmes apprentissages dans et pour la communauté.



# AGENDA+

L'agenda scientifique de l'Agence universitaire est consultable sur le site institutionnel de l'Agence à l'adresse <http://www.auf.org/vieuniversitaire/agenda/>.

Il compte en permanence plus de 150 manifestations annoncées, et nous vous invitons à le consulter régulièrement et à nous signaler toute manifestation que vous organiseriez et que vous souhaiteriez y voir inscrire.

Vous y trouverez également le descriptif complet des colloques dont les appels à communications sont signalés dans cette rubrique.

# APPELS À COMMUNICATIONS

## JUSQU'AU 30 JUIN 2002

du 02 au 03 novembre 2002  
Oran, El M'Naouer, Algérie  
LE ROMAN MODERNE : ECRITURE DE L'AUTRE ET DE L'AILLEURS  
COLLOQUE INTERNATIONAL ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, LE CENTRE DE RECHERCHE EN ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE ET LE PROJET DE RECHERCHE : « CONSTRUCTION DE L'AUTRE DANS LE ROMAN ALGÉRIEN »  
Daoud Mohamed  
CRASC, cité Bahi Ammar,  
Bloc A, N°1 Es-Senia – Oran, B.P. : 1955 – Oran, El M'Naouer (Algérie)  
Tél. : + 213 – 41 – 41 97 83 ou 41 05 88  
Tcp. : + 213 – 41 – 41 97 82 / Téléx : 21 865  
Ad. él. : mdaoud@caromail.com / crasc@crasc.org / crasc@elbahia.cerist.dz  
<http://www.crasc.org>

## JUSQU'AU 31 AOÛT 2002

du 10 au 12 janvier 2003  
Sheffield, Royaume-Uni  
MARIE CARDINAL : A RETROSPECTIVE  
Emma Webb  
Department of French –  
The University of Sheffield  
Sheffield (Royaume-Uni) S10 2TN  
Ad. él. : e.webb@sheffield.ac.uk

## JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 2002

du 26 au 29 mai 2003  
Québec (Québec), Canada  
FRANCOPHONIE EN AMÉRIQUE  
COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE, EN PARTENARIAT ET AVEC LA COLLABORATION DE DIVERS ORGANISMES – SOUS LE HAUT PATRONAGE DE L'UNESCO, L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF), L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE (AUF), LA VILLE DE QUÉBEC à Québec :  
Faculté des Lettres, Université Laval – Québec (Canada) G1K 7P4  
Tél. : +1 (418) 656 57 72  
Tcp. : +1 (418) 656 70 17  
Ad. él. : afi@fl.ulaval.ca  
à Paris :  
3 rue Emile-Duclaux – 75015 Paris (France)  
Tél. / Tcp. : +33 (0) 1 47 34 33 60  
Ad. él. : annee.francophone@club.lemonde.fr

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2002

du 22 au 23 mars 2003  
Birmingham, Royaume-Uni  
COLLOQUE SUR « L'EXOTIQUE »  
Rachel Luckman  
French Conference,  
Department of French Studies  
MHT, University of Birmingham  
Edgbaston – Birmingham (Royaume-Uni) B15 2TT  
Ad. él. : luckmara@hhs.bham.ac.uk

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2002

du 01 au 02 mars 2003  
Glasgow (Écosse), Royaume-Uni  
COLLOQUE MONTRÉAL-GLASGOW  
Bill Marshall  
Dept. of French – University of Glasgow  
16 University Gardens – Glasgow, Écosse (Royaume-Uni) G12 8QL  
Tél. : +44 1 413 30 45 90  
Tcp. : +44 1 413 30 42 34  
Ad. él. : b.marshall@french.arts.gla

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2002

du 04 au 05 avril 2003  
Winnipeg (Manitoba), Canada  
LA RHÉTORIQUE ÉPISTOLAIRE SOUS L'ANCIEN RÉGIME FRANÇAIS :  
DE LA THÉORIE AUX PRATIQUES  
Claude La Charité  
Département de français, d'espagnol et d'italien  
Université du Manitoba  
415 Fletcher Argue Building  
Winnipeg – Manitoba (Canada) R3T 5V5  
Tél. : +1 (204) 474 96 89  
Tcp. : +1 (204) 474 75 78  
Ad. él. : lacharit@ms.umanitoba.ca

## JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 2002

du 24 au 26 septembre 2003  
Anvers, Belgique  
INJUSTICE & INSUBORDINATION : L'AUTEUR CARIBÉEN COMME « GUERRIER DE L'IMAGINAIRE »  
CONGRÈS ORGANISÉ PAR THE SOCIETY FOR CARIBBEAN RESEARCH  
Kathleen Gyssels  
University of Antwerp  
Ad. él. : kathleen.gyssels@ua.ac.be (pour les communications en langue française)  
Rita De Maeseneer  
University of Antwerp  
Ad. él. : demaese@uia.ua.ac.be (pour les communications en langue espagnole)  
Bénédicte Ledent  
Université de Liège  
Ad. él. : b.ledent@ulg.ac.be (pour les communications en langue anglaise)

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2002

du 13 au 15 avril 2003  
Oxford, Royaume-Uni  
SUR QUEL PIED DANSER ? DANSE ET LITTÉRATURE  
Hélène Stafford  
School of Languages and European Studies –  
Aston University  
Aston Triangle (Royaume-Uni) B4 7ET  
Tél. : +44 21 359 3611 (poste 5458)  
Tcp. : +44 21 359 2725  
Ad. él. : H.Stafford@aston.ac.uk  
Edward Nye  
Lincoln College  
Oxford (Royaume-Uni) OX1 3DR  
Tél. : +44 1865 279 792  
Tcp. : +44 1865 279 802  
Ad. él. : edward.nye@lincoln.ox.ac.uk

## JUSQU'AU 15 MARS 2003

du 09 au 11 octobre 2003  
San Antonio, États-Unis  
12<sup>TH</sup> AIZEN INTERNATIONAL CONFERENCE ON EMILE ZOLA AND NATURALISM –  
9<sup>TH</sup> NATURALIST FILM FESTIVAL  
Carolyn Snipes-Hoyt  
Dept. of Modern Languages,  
The University of Lethbridge  
4401 University Drive, Lethbridge,  
Alberta (Canada) T1K 3M4  
Tél. : +1 – 403 – 329 51 75  
Tcp. : +1 – 403 – 329 51 87  
Ad. él. : hoyt@telusplanet.net  
Elizabeth Emery  
Dept. of French, Montclair State University  
Upper Montclair (États-Unis) NJ 07043  
Tél. : +1 – 973 – 655 44 52  
Tcp. : +1 – 973 – 655 79 09  
Ad. él. : emery@mail.montclair.edu

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> AOÛT 2002

du 24 au 26 octobre 2002  
Montréal (Québec), Canada  
L'AMÉRIQUE LATINE : ENTRE REPRÉSENTATIONS ET RÉALITÉS  
CONGRÈS 2002 DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉTUDES LATINO-AMÉRICAINES ET CARAÏBES (ACELAC)  
Secrétariat de l'ACELAC  
Ad. él. : calacs@cetase.umontreal.ca  
<http://www.calacs.umontreal.ca/french/congres/appe2002.htm#appel>

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2002

du 10 au 11 avril 2003  
Leicester, Royaume-Uni  
COLLOQUE BANDE DESSINÉE  
Ann Miller  
School of Modern Languages –  
University of Leicester  
Leicester (Royaume-Uni) LE1 7RH  
Tél. : +11 62 522 684  
Tcp. : +11 62 523 633  
Ad. él. : ann.miller@le.ac.uk

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2002

du 24 au 29 juillet 2003  
Prague, République Tchèque  
XVII<sup>TH</sup> INTERNATIONAL CONGRESS OF LINGUISTS  
Ana Kotesovcova  
Centre for Computational Linguistics MFF UK  
Malostranské nám 25 – 11800 Prague 1  
(République Tchèque)  
Ad. él. : cil17@cil17.org

## JUSQU'AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2003

fin mai 2003  
Halifax (Nouvelle-Ecosse), Canada  
SCPTICISME ET LUMIÈRES  
Sébastien Charles  
Département de philosophie – Faculté de théologie, d'éthique et de philosophie  
Université de Sherbrooke  
Sherbrooke, Québec (Canada) J1K 2R1  
Tél. : +1 (819) 821 80 00 (poste 2660)  
Tcp. : +1 (819) 821 76 77  
Ad. él. : sebastien.charles@courrier.usherb.ca  
<http://www.usherb.ca/fatep/profs/Trom/sebas.htm>

## APPEL À COMMUNICATIONS OUVERT

du 07 au 10 mai 2003  
Edmonton (Alberta), Canada  
WorldCALL 2003  
Martin Beaudoin  
Faculté Saint-Jean – University of Alberta  
8406 91st Street  
Edmonton – Alberta (Canada) T6C 4G9  
Tél. : +1 (780) 465 87 15  
Tcp. : +1 (780) 465 87 60  
Ad. él. : martin.beaudoin@ualberta.ca  
<http://www.worldcall.org/>